

# **BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR**

## **BANQUE**

**ÉPREUVE FACULTATIVE : CERTIFICATION PROFESSIONNELLE**

**SESSION 2013**

---

**Durée : 3 heures**

---

**Aucun document ou matériel n'est autorisé.**

**Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.**

**Le sujet comporte 12 pages.**

BTS BANQUE		Session 2013
Certification professionnelle	BQEFCP	Page 1 sur 12

### Recommandations importantes aux candidats :

- Vous disposez d'un sujet comportant 100 questions à réponse unique, numérotées de 1 à 100 et d'une grille-réponse personnalisée sur laquelle vous reporterez les réponses aux questions posées par le sujet.
- Vous disposez de deux grilles individuelles. L'une sert de brouillon (grille sur papier de couleur) l'autre (sur papier blanc) vous sert à reporter définitivement vos réponses. Il convient, sur cette grille définitive, de cocher à l'aide d'une croix la case correspondant la réponse à chaque question, en veillant à bien centrer la croix sur la case comme indiqué ci-dessous, sans dépasser le contour de la case.

A B C

☐ ☒ ☐

Pour chaque question, une seule réponse est exacte. Vous ne devez donc retenir qu'une **seule proposition de réponse**. Si vous cochez plus d'une proposition, votre réponse sera considérée comme nulle. Les QRU (Questions à Réponse Unique) ont deux formes :

**>> Question à 2 propositions**, une seule réponse étant juste.

Exemple : Le bilan d'une société se compose de l'Actif et du Passif.

- a) Vrai
- b) Faux

Il convient de cocher la réponse a) « Vrai »

**>> Question à 3 propositions**, une seule réponse étant juste.

Exemple : À l'actif du bilan d'une société il y a :

- a) les capitaux propres
- b) les immobilisations
- c) les dettes à long terme

Il convient de cocher la réponse b) « les immobilisations »

- Veuillez à compléter proprement votre grille définitive à l'aide d'un stylo à bille de couleur noire. Toute grille raturée ou non proprement remplie ne pourra pas être corrigée dans sa totalité.

Aucune autre grille ne vous sera distribuée, il est donc conseillé de travailler d'abord au crayon à papier sur la grille brouillon (papier de couleur) avant de reporter sur la grille définitive (papier blanc) les croix au stylo à bille noire.

- Les sujets sont conservés par les candidats, seules les grilles-réponses définitives sont remises aux surveillants de salle à la fin de l'épreuve.

**Question 1** L'AMF (Autorité des Marchés Financiers) est :

- a) une administration relevant financièrement de l'État
- b) une agence de notation
- c) une autorité publique indépendante financièrement

**Question 2** Quelle mission n'est pas du ressort de l'ACP (Autorité de Contrôle Prudentiel) ?

- a) Veiller à la protection des clients
- b) Préserver la stabilité du système financier
- c) Délivrer son agrément aux sociétés de gestion

**Question 3** Les organisations suivantes appartiennent à l'architecture internationale de la régulation financière, sauf une. Laquelle ?

- a) FMI (Fonds monétaire international)
- b) NYSE Euronext
- c) Le Comité de Bâle

**Question 4** Quelle proposition est exacte ?

- a) La Commission Européenne transpose les directives européennes dans le dispositif légal de chacun des états membres
- b) La Commission Européenne est composée de représentants élus de chacun des pays de la zone euro
- c) La Commission Européenne propose et met en œuvre les directives qui sont adoptées par le Parlement Européen

**Question 5** Les associations professionnelles auxquelles doivent adhérer les Conseillers en Investissements Financiers (CIF) ont pour objectif, entre autres, de :

- a) gérer les fonds collectés par les CIF
- b) sanctionner administrativement les manquements aux Règlements Généraux de l'AMF
- c) défendre les intérêts des CIF

**Question 6** Quelle proposition est exacte ?

- a) Le courtier en assurance est un artisan indépendant inscrit au Registre des Métiers
- b) Le courtier en assurance peut proposer des stratégies d'investissement afin d'optimiser le patrimoine de ses clients
- c) Le courtier en assurance est soumis à la réglementation et au contrôle de l'AMF

**Question 7** La BCE (Banque Centrale Européenne) conduit une politique monétaire commune :

- a) Pour tous les pays de l'Union Européenne
- b) Pour tous les pays de la zone euro
- c) Pour la France et l'Allemagne uniquement

**Question 8** Les marchés financiers ont, entre autres, pour fonction de transférer des risques financiers entre les intervenants.

- a) VRAI
- b) FAUX

**Question 9** Le secret bancaire peut être levé en toute légalité lorsque la demande d'information provient :

- a) de l'employeur du client, mais uniquement si l'employeur est une entreprise ou une collectivité territoriale de plus de 50 salariés
- b) de la Commission de Surendettement de la Banque de France
- c) des parents du client lorsque celui-ci vient d'être majeur et jusqu'au 31 décembre suivant la date anniversaire de sa majorité

**Question 10** La Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) est :

- a) une autorité administrative indépendante en charge de contrôler les opérations informatiques
- b) une autorité administrative indépendante en charge de protéger la vie privée et les libertés
- c) une autorité administrative dépendant de la Banque de France en charge de contrôler les opérations informatiques

**Question 11** Le fonds de garantie des titres permet une indemnisation à hauteur maximale de :

- a) 100 000 euros qui viennent, éventuellement, s'ajouter à l'indemnisation des dépôts
- b) 100 000 euros qui constituent un plafond global entre dépôts et titres
- c) 70 000 euros qui viennent, éventuellement, s'ajouter à l'indemnisation des dépôts

**Question 12** En cas de faillite de la succursale française d'un établissement de crédit dont le siège social est situé en Allemagne, les déposants bénéficient du mécanisme français de protection des dépôts (avec intervention du "Fonds de garantie des dépôts").

- a) VRAI
- b) FAUX

**Question 13** Toutes les activités suivantes constituent des "services d'investissements", sauf une. Laquelle ?

- a) La réception et la transmission d'ordres pour le compte de tiers
- b) La gestion de portefeuille pour le compte de tiers
- c) La réception de fonds du public

**Question 14** Quels prestataires de services d'investissements doivent obtenir l'agrément de l'AMF pour exercer leur activité ?

- a) Les entreprises d'investissement qui n'ont pas le statut de société de gestion
- b) Les sociétés de gestion de portefeuille pour compte de tiers
- c) Les établissements de crédit

**Question 15** Le ratio de solvabilité permet :

- a) d'adosser aux emplois à risque une quantité suffisante de fonds propres
- b) d'équilibrer les prises de participation des banques
- c) d'assurer une liquidité suffisante permettant des remboursements dans des délais très brefs

**Question 16** Les missions du responsable de la conformité d'un PSI sont, entre autres :

- a) de s'assurer de la formation permanente, régulière et adéquate des collaborateurs du PSI
- b) de s'assurer que les collaborateurs du PSI en relation avec le public pour les services d'investissement ont au moins 2 ans d'expérience professionnelle
- c) de s'assurer que les collaborateurs du PSI ont un niveau d'études au moins à BAC + 2

**Question 17** Quelle est la conséquence pour un collaborateur qui signale un dysfonctionnement en utilisant, de bonne foi, la procédure d'alerte éthique existant au sein de sa société ?

- a) Il est protégé et ne fera pas l'objet de sanctions
- b) Il peut faire l'objet de sanctions disciplinaires si les faits dénoncés s'avèrent par la suite inexacts
- c) Il n'encourt pas de sanctions disciplinaires en révélant les faits répréhensibles dont il est l'auteur

**Question 18** Entre quelles personnes, notamment, les "murailles de Chine" préviennent-elles la circulation indue d'informations privilégiées ?

- a) Les analystes financiers actions et les négociateurs
- b) Les négociateurs et les vendeurs d'instruments financiers
- c) Les collaborateurs conseillant et finançant les sociétés cotées et les analystes financiers actions

**Question 19** Dans le cas général, les "transactions personnelles " réalisées par un collaborateur d'un PSI concernent :

- a) toutes les transactions sur instruments financiers
- b) uniquement les transactions sur actions
- c) les transactions sur instruments financiers, à l'exception des OPCVM

**Question 20** Les personnes figurant sur la liste interne d'initiés d'un PSI en sont obligatoirement informées.

- a) VRAI
- b) FAUX

**Question 21** Un PSI a l'obligation :

- a) de déléguer le traitement des réclamations adressées par ses clients à une société externe agréée par l'AMF
- b) d'établir et de maintenir opérationnelle une procédure efficace et transparente en vue de traiter les réclamations
- c) de favoriser le traitement des réclamations des clients non-professionnels

**Question 22** Les modalités de saisine du médiateur d'un établissement de crédit doivent obligatoirement figurer :

- a) dans la convention de compte et sur les relevés de compte
- b) sur une affiche présente dans chaque agence
- c) sur une carte de visite que le client peut demander à son agence

**Question 23** La saisine du médiateur de l'AMF est :

- a) gratuite
- b) payante, les frais étant à la charge de celui qui effectue la saisine
- c) payante, les frais étant partagés entre les deux parties

**Question 24** La cellule TRACFIN - traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins - est un acteur majeur en matière de lutte anti-blanchiment et financement du terrorisme en France. Cette cellule est rattachée :

- a) au Ministère en charge de l'Économie et des Finances
- b) à la Banque de France
- c) conjointement à l'ACP et à l'AMF

**Question 25** Parmi les opérations suivantes, laquelle constitue un cas de blanchiment de capitaux :

- a) transférer des fonds dans certains États connus et répertoriés pour faciliter le blanchiment de capitaux
- b) faciliter la justification mensongère de l'origine de fonds provenant d'un délit
- c) créditer le compte d'un client qui refuse de justifier l'origine des fonds déposés

**Question 26** Quelle est la durée d'archivage des documents justificatifs en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ?

- a) un an
- b) deux ans
- c) cinq ans

**Question 27** La divulgation au client du contenu d'une déclaration de soupçon est-elle autorisée ou interdite ?

- a) Interdite dans tous les cas et peut faire l'objet de sanctions pénales et d'une amende de 22 500 euros pour le collaborateur fautif
- b) Autorisée lorsqu'il a préalablement été mis fin à la relation d'affaires avec ce client
- c) Autorisée uniquement si le collaborateur du PSI en informe immédiatement le déclarant TRACFIN

**Question 28** Après de qui est effectuée la déclaration de soupçon d'abus de marché ?

- a) L'AMF
- b) La Banque de France
- c) NYSE EURONEXT

**Question 29** Qu'est ce qu'une information privilégiée ?

- a) Une information rendue publique et qui serait susceptible d'influencer les marchés
- b) Une information à caractère précis qui n'a pas été rendue publique et qui, si elle l'était, serait susceptible d'influencer les marchés
- c) Une information à caractère précis qui n'a pas été rendue publique

**Question 30** Une personne démarchée par une banque dispose d'un délai de réflexion de 48 h :

- a) pour tout produit ou service financier
- b) pour la souscription ou l'achat en bourse de titres financiers
- c) uniquement si elle est démarchée à son domicile

**Question 31** Le fichier des démarcheurs bancaires et financiers est :

- a) librement consultable par le public
- b) consultable uniquement par les professionnels
- c) consultable par le public après autorisation de la CNIL

**Question 32** Le démarchage est caractérisé par un contact non sollicité par un prospect ou un client :

- a) en tout lieu non destiné à la commercialisation de produits, services ou instruments financiers
- b) dans une agence bancaire
- c) dans un cabinet d'assurances

**Question 33** À quoi sert la catégorisation du client ?

- a) À déterminer la capacité financière du client
- b) À évaluer le risque d'opérations frauduleuses
- c) À ajuster le niveau de protection du client

**Question 34** Dans quelles catégories le PSI doit-il classer ses clients ?

- a) Les clients institutionnels, les clients personnes morales non institutionnelles, les clients personnes physiques
- b) Les PSI, la clientèle financière non PSI, la clientèle non financière
- c) Les contreparties éligibles, les clients professionnels et les clients non professionnels

**Question 35** En matière de catégorisation, que peut faire le client non professionnel ?

- a) Il ne peut plus demander un changement de catégorie au-delà d'un délai deux mois
- b) Il ne peut jamais changer de catégorie ou renoncer à une partie de la protection que lui offre son statut
- c) Il peut, à sa demande expresse, renoncer à une partie de la protection que lui offre son statut

**Question 36** Lorsqu'un PSI propose des services d'investissement à des clients non professionnels, en quoi consiste l'obligation de connaître son client ?

- a) Récupérer les coordonnées de son employeur
- b) Déterminer ses connaissances et son expérience en matière d'instruments financiers en vue de lui vendre des produits répondant à ses besoins
- c) S'assurer qu'il n'est pas fiché au FICP (fichier des Incidents de Crédits aux Particuliers)

**Question 37** Pour un client non-professionnel, la responsabilité de l'actualisation des informations le concernant incombe :

- a) au PSI
- b) au client lui-même
- c) aux deux parties

**Question 38** Si le client refuse de répondre au questionnaire de classification, il sera classé par le PSI :

- a) en fonction des informations que détient le PSI
- b) en client non-professionnel
- c) en contrepartie éligible

**Question 39** Les collaborateurs des PSI doivent vérifier les originaux des pièces justificatives fournies par le client.

- a) VRAI
- b) FAUX

**Question 40** Les informations qu'un PSI communique à ses clients et ses prospects doivent :

- a) être présentées de façon honnête et permettre la compréhension des clients ou prospects
- b) mettre en évidence uniquement les avantages des produits et services proposés par le PSI
- c) être présentées de façon honnête avec obligatoirement toutes les précisions juridiques et fiscales

**Question 41** Les informations qu'un PSI communique à ses clients et ses prospects doivent :

- a) être communiquées oralement ou transmises sur un support durable au choix du PSI
- b) être uniquement sur un fichier informatique téléchargeable ou consultable, même si les clients n'en font pas expressément la demande
- c) être sur un support durable : soit un document papier, soit, si le client l'accepte formellement, un fichier informatique

**Question 42** Quelles informations la société de gestion de portefeuille doit-elle obligatoirement fournir aux clients non professionnels, en matière de gestion d'OPCVM ?

- a) Les frais et commissions
- b) Une comparaison de la performance actuelle et passée
- c) Le montant des dividendes, intérêts et droits, à venir

**Question 43** Quelles caractéristiques doit avoir l'information adressée par le PSI à ses clients non professionnels ?

- a) "Détaillée et exhaustive"
- b) "Incontestable et vérifiable"
- c) "Claire, exacte et non trompeuse"

**Question 44** Dans le cadre d'un conseil en investissement, les PSI doivent vérifier le niveau de connaissance et d'expérience du client non-professionnel par :

- a) Une enquête approfondie
- b) Un test d'adéquation
- c) Un questionnaire à choix multiples

**Question 45** Dans le cadre du test d'adéquation, de quoi doit s'assurer le PSI lorsqu'il fournit un conseil d'investissement à un client non professionnel ?

- a) Que la situation professionnelle du client est adéquate au risque
- b) Que la situation familiale du client est adéquate au risque
- c) Que la situation financière du client est adéquate au risque

**Question 46** Qu'impose au PSI l'obligation de professionnalisme ?

- a) De proposer au client les formations adaptées aux produits ou services commercialisés
- b) De s'assurer que son client a bien compris la nature du produit ou du service
- c) De répondre favorablement et en toutes circonstances aux demandes du client

**Question 47** Quelle règle de bonne conduite impose la directive MIF (marchés et instruments financiers) aux PSI dans leur relation avec leurs clients ?

- a) Vendre le plus possible de produits financiers aux clients particuliers
- b) Développer le PNB (produit net bancaire) avec chaque client
- c) Agir de manière honnête, équitable et professionnelle en servant au mieux les intérêts du client

**Question 48** Pour quelle raison les PSI ont-ils l'obligation de définir une politique d'exécution des ordres ?

- a) Il est constaté des écarts trop importants entre le traitement des ordres de la clientèle des professionnels et des non-professionnels en termes de coût et de rapidité d'exécution
- b) Il convient de définir une politique d'exécution pour les ordres traités sur les marchés réglementés
- c) Il existe un plus grand nombre de lieux d'exécution des ordres et l'obligation d'agir dans l'intérêt du client en toute transparence

**Question 49** La politique d'exécution des ordres mise en œuvre par le PSI :

- a) doit être communiquée au client sur un support durable ou sur le site internet du PSI et approuvée par le client préalablement à ses opérations
- b) doit être mise à la disposition du client s'il en fait expressément la demande
- c) est élaborée sous la tutelle de ses commissaires aux comptes

**Question 50** Pour une société de gestion de portefeuille, que constitue l'obligation de "meilleure exécution" ?

- a) L'obligation d'exécuter les ordres des clients dans les 24 heures suivant la passation de l'ordre
- b) L'obligation d'obtenir une exécution au meilleur prix du jour pour chacun des ordres de ses clients
- c) L'obligation de sélectionner les meilleurs intermédiaires de bourse pour l'exécution des ordres de la clientèle

**Question 51** Le PSI informe son client des modalités de tarification applicable à la fourniture de services d'investissement :

- a) préalablement à la fourniture de ces services
- b) uniquement à la demande du client
- c) seulement par des explications a posteriori lorsque le client reçoit ses relevés de compte ou d'opérations

**Question 52** Un client déjà détenteur d'un PEA (plan d'épargne en actions) et qui souscrit à distance l'ouverture d'un compte titres ordinaire auprès du même établissement :

- a) dispose d'un délai de rétractation de 7 jours
- b) dispose d'un délai de rétractation de 14 jours
- c) ne dispose pas de délai de rétractation

**Question 53** Le compte joint rend solidaires :

- a) Les co-titulaires
- b) Les seuls co-titulaires mariés ou pacsés
- c) Les seuls co-titulaires actifs

**Question 54** La commission de surendettement peut être saisie par :

- a) le juge de l'exécution
- b) le procureur
- c) la personne physique débitrice

**Question 55** Les produits suivants sont des instruments financiers, sauf un. Lequel ?

- a) Les actions
- b) Les titres de dette
- c) Les effets de commerce

**Question 56** Le risque de marché d'un instrument financier est :

- a) la fluctuation de son prix à la hausse comme à la baisse
- b) la fluctuation de son prix, mais uniquement à la baisse
- c) la baisse de son prix en dessous du prix d'achat par l'investisseur

**Question 57** Une option sur action est :

- a) un produit structuré
- b) un produit dérivé
- c) un titre composé

**Question 58** Une action est un titre de propriété :

- a) d'une société de personnes
- b) d'une société de capitaux
- c) d'une association ou d'une collectivité territoriale



**Question 59** Le PER (price earning ratio) est :

- a) un indice boursier
- b) un produit financier
- c) un indicateur de "cherté" pour une action

**Question 60** La valeur des actions repose fondamentalement sur :

- a) la progression du chiffre d'affaires de l'entreprise
- b) la capacité de l'entreprise à dégager des bénéfices futurs
- c) la progression de la taille de l'entreprise

**Question 61** Lorsqu'une société réalise un bénéfice, la somme éventuelle revenant à chaque actionnaire s'appelle :

- a) un intérêt
- b) un dividende
- c) une plus-value

**Question 62** L'amortissement des obligations se fait le plus souvent "in fine" ?

- a) VRAI
- b) FAUX

**Question 63** Les OAT (obligations assimilables du Trésor) sont des emprunts obligataires émis par :

- a) les collectivités locales
- b) les sociétés du CAC 40
- c) l'État français

**Question 64** La valeur de remboursement d'une obligation est toujours égale à sa valeur nominale.

- a) VRAI
- b) FAUX

**Question 65** Les TCN (Titres de Créances Négociables) :

- a) sont cotés en bourse
- b) sont négociés de gré à gré entre intervenants
- c) ont une durée maximale de 3 mois à l'émission

**Question 66** Parmi les instruments financiers cités ci-dessous, lequel est un titre de créances négociables ?

- a) Les billets de trésorerie
- b) Les actions
- c) Les parts sociales

**Question 67** Les TSR (titres subordonnés remboursables) :

- a) ne sont pas des titres de créances
- b) ont une rémunération supérieure à celle des obligations classiques émises par le même émetteur
- c) ne peuvent pas être émis par des banques

**Question 68** Un conseiller, avant de commercialiser un contrat d'assurance-vie à son client, doit tenir compte de :

- a) la situation financière du client
- b) la nationalité du client
- c) le casier judiciaire du client

**Question 69** Quels produits entrent dans la catégorie des instruments substituables ?

- a) Les actions
- b) Les options
- c) Les contrats d'assurance-vie

**Question 70** Quand un investisseur achète un PUT (option de vente) :

- a) il paie une prime et il parie sur la hausse du sous-jacent
- b) il paie une prime et il parie sur la baisse du sous-jacent
- c) il reçoit une prime et il parie sur la baisse du sous-jacent

**Question 71** Un des placements suivants n'appartient pas à la famille des OPCVM (Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières). Lequel ?

- a) Un FCPR (fonds commun de placement à risque)
- b) Une SICAV (société d'investissement à capital variable)
- c) Un dépôt à terme

**Question 72** Pour pouvoir exercer légalement, les SGP (Sociétés de Gestion de Portefeuille) doivent obligatoirement obtenir l'agrément de :

- a) la Banque de France
- b) l'AFB (association française des banques)
- c) l'AMF

**Question 73** Lorsqu'un client souhaite céder les parts d'un FCP (fonds commun de placement) qu'il détient :

- a) il doit passer un ordre de vente sur un marché réglementé
- b) le FCP se porte systématiquement contrepartie
- c) le client doit attendre qu'un acheteur se manifeste pour traiter directement avec lui

**Question 74** Le prospectus d'un OPCVM est un document à vocation :

- a) informationnelle
- b) promotionnelle
- c) contractuelle

**Question 75** La valeur liquidative d'un OPCVM est :

- a) toujours égale au capital initial de l'OPCVM divisé par le nombre de parts existantes
- b) toujours égale au capital initial divisé par le nombre de parts initiales
- c) égale à l'actif net de l'OPCVM divisé par le nombre de parts ou d'actions existantes

**Question 76** Le cadre législatif et réglementaire qui régit les OPCVM est :

- a) exclusivement issu de la réglementation nationale
- b) exclusivement issu de la réglementation européenne
- c) issu de la réglementation européenne et nationale

**Question 77** Qu'est qu'un OPCVM coordonné ?

- a) Un OPCVM qui résulte d'un accord bilatéral au sein de l'Union européenne
- b) Un OPCVM dont les fonds sont investis dans un seul secteur d'activité
- c) Un OPCVM qui peut être commercialisé au sein de l'Espace Économique Européen après agrément

**Question 78** Qu'est-ce qu'un ETF (*exchange traded fund*) ou "tracker" ?

- a) Un OPCVM indiciel
- b) Un OPCVM dont les fonds sont investis dans d'autres OPCVM
- c) Un OPCVM dont les fonds sont investis dans des sociétés non cotées

**Question 79** Les FCP qui offrent à leurs détenteurs une garantie de capital à une échéance donnée sont classés par l'AMF dans la catégorie :

- a) des OPCVM monétaires
- b) des OPCVM à formule
- c) des OPCVM diversifiés

**Question 80** La gestion ISR (investissement socialement responsable) consiste à :

- a) investir au sein d'associations caritatives
- b) investir en intégrant des critères extra financiers
- c) investir dans de jeunes entreprises pour favoriser leur démarrage

**Question 81** Les SMN assurent la rencontre entre les acheteurs et les vendeurs d'instruments financiers. Le sigle SMN signifie :

- a) système multilatéral de négociation
- b) société des marchés et du négoce
- c) salle des marchés normalisée

**Question 82** NYSE Euronext est :

- a) un indice boursier représentatif de la zone euro
- b) une plate-forme alternative de négociation hors cote
- c) une entreprise de marché

**Question 83** Un ordre "à cours limité" comporte :

- a) l'indication d'un prix maximum (à l'achat) ou d'un prix minimum (à la vente)
- b) l'indication d'une quantité maximale de titres à vendre ou à acheter au cours d'une journée
- c) une priorité d'exécution

**Question 84** Parmi les mentions obligatoires sur un ordre de bourse figure le code ISIN (*international securities identification number*). Ce code :

- a) est identique pour toutes les lignes d'obligations émises par un même émetteur
- b) ne concerne que les actions
- c) est attribué de façon unique

**Question 85** Sur les marchés de gré à gré, qui propose les fourchettes de prix achat/vente servant de bases de discussion ?

- a) L'investisseur institutionnel
- b) Le teneur de marché ("*market-maker*")
- c) NYSE Euronext

**Question 86** Un ordre "jour" passé un jour de bourse à 10h du matin :

- a) comporte une durée de validité comprise entre 2 et 7 jours
- b) est enregistré pour être exécuté le jour suivant
- c) sera retiré du marché en cas de non exécution dans la journée

**Question 87** Concernant les actions, NYSE Euronext doit répondre à son obligation de transparence en publiant ... :

- a) les cinq meilleurs prix acheteurs et vendeurs et les quantités demandées ou offertes à ces prix
- b) en différé, l'heure, le prix et le volume de toutes les transactions effectuées
- c) dès que possible, l'heure, le prix, le volume et l'identité des négociateurs de toutes les transactions

**Question 88** Quel est le rôle principal d'un teneur de marché ("*market maker*") ?

- a) Il assure la liquidité des titres en proposant en permanence des prix à l'achat et à la vente
- b) Il assure la garantie de bonne fin des transactions qu'il négocie
- c) Il surveille la transparence des marchés

**Question 89** En France, les taux de croissance, d'inflation et de chômage sont calculés et diffusés par :

- a) la Banque de France
- b) le Ministère en charge de l'Économie et des Finances
- c) l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE)

**Question 90** Le rôle de la chambre de compensation est :

- a) de sécuriser les paiements et les livraisons lors des négociations
- b) d'enregistrer les titres en circulation émis par les émetteurs
- c) d'assurer exclusivement la gestion du passif des OPCVM

**Question 91** Le teneur de compte conservateur (TCC) :

- a) inscrit en compte les instruments financiers au nom du bénéficiaire
- b) n'a pas l'obligation d'informer ses clients sur les opérations sur titres en cours
- c) n'a pas à régler les dividendes des actions détenues par ses clients

**Question 92** Lors de la conclusion d'une transaction sur instruments financiers, le transfert de propriété des titres intervient :

- a) à la date de négociation
- b) à la date de règlement
- c) à la date à laquelle l'émetteur est avisé

**Question 93** Lors d'une émission d'actions, la diffusion des titres dans le public est assurée par un syndicat d'émission choisi par :

- a) l'AMF.
- b) la FBF (fédération bancaire française).
- c) l'entreprise émettrice.

**Question 94** Que représente une opération sur titre (OST) ?

- a) Un événement sur un titre financier
- b) Une modification des dates d'arrêté comptable d'une société
- c) Une transaction boursière

**Question 95** En comptabilité, le "résultat d'exploitation" correspond à :

- a) la différence entre les dettes à court terme et les valeurs mobilières de placement
- b) la différence entre les produits et les charges liés à l'activité
- c) la différence entre les produits financiers et les charges financières

**Question 96** Quel poste figure au passif du bilan comptable d'une entreprise ?

- a) Les immobilisations
- b) Les créances clients
- c) Les dettes fournisseurs

**Question 97** Le visa apposé par l'AMF sur l'information établie par une société dans le cas d'une introduction en bourse :

- a) atteste que tous les éléments nécessaires pour décider de l'acquisition de titres de la société sont bien mis à la disposition du public
- b) constitue une recommandation de participer à l'opération
- c) constitue une authentification des résultats comptables et financiers présentés

**Question 98** Les droits de succession et de donation sont calculés :

- a) sur la part nette (après déduction des dettes) du patrimoine revenant à chaque bénéficiaire après abattements
- b) sur la part nette (après déduction des dettes) du patrimoine revenant à chaque bénéficiaire avant abattements
- c) forfaitairement

**Question 99** La Loi de Finance 2012 a institué une taxe sur le montant des acquisitions d'actions de certaines sociétés françaises.

- a) VRAI
- b) FAUX

**Question 100** Les revenus perçus par une entreprise qui détient des SICAV monétaires de distribution :

- a) sont exonérés d'impôt s'ils ne dépassent pas 10% du chiffre d'affaires
- b) sont taxés à l'impôt sur les sociétés
- c) sont exonérés d'impôt s'ils ne dépassent pas 10% du résultat net